

La Flandre se ruine-t-elle pour Bruxelles ?

Quasi 800 millions d'euros par an : la Flandre consacre une petite fortune à asseoir sa présence dans sa capitale. Rattrapée par les ennuis budgétaires, sera-t-elle encore prête à casser sa tirelire pour les beaux yeux d'une Région bruxelloise qui lui donne tant de fil à retordre ?

Par **Pierre Havaux**

R

ugir à nouveau de plaisir, et ne plus avoir honte de le faire à visage découvert. Le 11 juillet prochain, la Flandre retrouvera ses couleurs en même temps que le sens de sa fête nationale, au cœur de sa capitale. L'habitude se perdait : la touche ostensiblement flamande se faisait discrète dans un événement festif estampillé « Bruxelles danse ». Karl Vanlouwe, Bruxellois et élu N-VA, y décelait une fâcheuse perte de repères : « Personne ne savait encore au juste pourquoi on dansait ce jour-là. » Pour les beaux yeux de Mère Flandre. Mais il était de bon ton de ne plus trop le chanter sur les toits bruxellois.

Chargé des Affaires bruxelloises au sein du gouvernement flamand, l'Open VLD Sven Gatz, autre Bruxellois et fier de l'être, se souvient aussi avoir milité à la Volksunie dans une autre vie. C'est promis : l'édition 2015 de la fête du 11 juillet à Bruxelles retrouvera un profil plus flamand/néerlandophone. Avec une attention spéciale portée au répertoire musical flamand, le Lion flamand redéployé sur la Grand-Place et la place de la Monnaie, et même le Vlaamse Leeuw à nouveau entonné pour entamer les festivités.

Karl Vanlouwe savoure : « En tant que Flamands, ●●● nous devons à nouveau oser célébrer notre fête nationale dans notre capitale. Sans avoir peur

de notre identité. » Aucune raison, en effet, de raser les murs. La Flandre n'a pas à rougir de clamer haut et fort qu'elle se sent chez elle à Bruxelles. Elle lui témoigne assez son affection, en lui ouvrant son portefeuille. Paul Delva, chef de groupe CD&V au parlement bruxellois, aime à le rappeler : « Ce que la Flandre fait pour Bruxelles est gigantesque. Il s'agit de plusieurs centaines de millions par an. » Quasi 800 millions, plus exactement.

Le nord du pays ne lésine pas sur la dépense pour assurer sa présence à Bruxelles. Depuis 1999, il s'impose même une norme contraignante : lui consacrer chaque année au moins 5 % de son budget total, pour atteindre 30 % de la population bruxelloise, soit quelque 350 000 personnes. Les autorités flamandes s'enorgueillissent de respecter globalement cet engagement, avec une moyenne de 5,26 % obtenue entre 2009 et 2011, derniers chiffres disponibles (*voir graphique ci-dessous*).

Ecoles, crèches, centres culturels, sport, bien-être et santé, emploi et formation professionnelle, communication et médias : la Flandre se bat sur tous les fronts pour défendre son bout de gras bruxellois. Elle se donne beaucoup de peine pour exister dans un biotope qui ne lui est pas spontanément acquis. Mais l'essentiel est atteint. « La légitimité de la politique flamande à Bruxelles n'est plus remise en question », se réjouit le ministre Sven Gatz.

Mieux encore : dans une Région toujours plus multilingue, la Flandre a transformé l'essai en success-story. Ses écoles saturent à Bruxelles, ses crèches refusent du monde, l'inburgering (l'intégration civique), qu'elle ne peut rendre obligatoire en territoire bruxellois, connaît pourtant un certain engouement. « Nous sommes victimes de notre succès. Mais au moins, c'est un succès », positive le député régional flamand Karl Vanlouwe (N-VA.) Il reste à en payer le prix.

C'est là que le nord du pays commence à se faire du souci. Il entre à son tour en zone de turbulences budgétaires. Ceinture pour les finances publiques flamandes. Toutes les politiques nordistes se retrouvent à la diète. Y compris le soutien financier prodigué à Bruxelles, amputé cette année de 5 % de ses moyens. « Ni plus ni moins que les autres départements », tempère Sven Gatz. Sans forcément convaincre.

Flamands de Flandre ou de Bruxelles, les parlementaires venus aux nouvelles ne repartent qu'à demi-rassurés. C'est toute la politique flamande à Bruxelles qui est touchée à l'os, s'alarme l'opposition SP.A et Groen. Qui y voit les premiers signes d'un désengagement. En apprenant le gel

des subsides aux crèches néerlandophones à Bruxelles, Elke Roex, députée bruxelloise SP.A, frémit: « C'est comme si la Flandre abandonnait Bruxelles. »

Démenti formel du gouvernement flamand. Hors de question pour la Flandre de désertir la place et de baisser pavillon dans sa propre capitale, « notre fenêtre sur le monde », comme le répète à l'envi son ministre-président Geert Bourgeois (N-VA). Sans nécessairement convaincre non plus.

« Tous les ministres du gouvernement flamand ne partagent pas l'amour que le ministre Gatz porte à Bruxelles », soutient la députée Groen Annemie Maes. Cette élue néerlandophone bruxelloise aligne les indices: les euros flamands se font rares pour financer les infrastructures sportives, le bien-être et l'accueil de la petite enfance, la culture à Bruxelles. Allez savoir pourquoi, mais la Flandre aurait

tendance à plutôt mettre ses œufs dans le panier anversoïse... On ne serait plus très loin de la non-assistance flamande à Bruxelles en danger: « Bruxelles n'a pas à s'agenouiller pour dire merci à la Flandre. La Flandre a des devoirs vis-à-vis de Bruxelles, comme les parents ont des devoirs envers leurs enfants. »

Il arrive qu'un enfant déçoive et décourage les parents.

Que l'amour filial laisse franchement à désirer et se limite à l'attachement au portefeuille. Marius Meremans est élu N-VA au parlement flamand. C'est un non-Bruxellois qui s'exprime: « Certains Bruxellois prennent le lien avec la Flandre pour une mise sous cloche et jugent que la connaissance du néerlandais est sans importance. Bruxelles doit rayonner sur sa communauté, celle qui la finance et doit continuer à le faire. C'est comme si un coureur cycliste remporte une classique et cherche à cacher le logo de son sponsor sur son maillot, plutôt que de l'exhiber fièrement. » N'importe quel commanditaire signifierait la rupture du contrat...

Brussel, waar Vlamingen thuis zijn? A défaut de recensement linguistique, les indices disponibles trahissent un enracinement flamand toujours aussi modeste: 53 379 voix captées par des listes flamandes au dernier scrutin régional à Bruxelles, sur 584 310 électeurs potentiels; 6 demandes d'immatriculation sur 100 formulées en néerlandais; 90% des habitants de Bruxelles choisissent le français comme langue de communication administrative. Des écoles et des crèches flamandes certes très prisées, mais où le néerlandais a un mal fou à émerger.

Le retour sur investissement ne saute pas aux yeux. « La Flandre à Bruxelles, c'est 300 000 navetteurs quotidiens, et c'est tout. Tout l'argent que la Flandre consacre depuis des années à Bruxelles n'aboutit pas à sa flamandisation », observe Herman Matthijs, spécialiste des finances publiques

à la VUB.

Le contribuable flamand s'en est jusqu'ici accommodé. Sacrifices financiers aidant, il pourrait réviser son jugement. « La plupart des Flamands ignorent que la Flandre investit autant à Bruxelles », rassure le politologue Bart Maddens (KUL). Tout finit par se savoir dans une famille. Et par s'envenimer, quand l'argent l'emporte à ce point sur le sentiment. « Sociologiquement, les Bruxellois flamands se sentent de moins en moins flamands et de moins en moins en phase avec la Flandre », poursuit Bart Maddens. La réciprocité est tout aussi valable. « Si l'on demandait par référendum aux Flamands de choisir entre Bruxelles et Malines comme capitale, c'est Malines qui l'emporterait », assure Herman Matthijs.

La coûteuse cerise bruxelloise sur le gâteau flamand pourrait

devenir de plus en plus dure à avaler en période de vaches maigres. Dilemme en vue, pointe Catherine Xhardez, politologue à l'Université Saint-Louis, qui suit de près les politiques flamandes menées à Bruxelles. « La Flandre est à la croisée des chemins. Soit elle continue à investir dans des politiques visibles mais coûteuses qui touchent au quotidien des Bruxellois. Soit elle se rallie au camp des pessimistes qui estiment que Bruxelles est déjà perdue pour la Flandre au profit des allophones, plus encore que des francophones. »

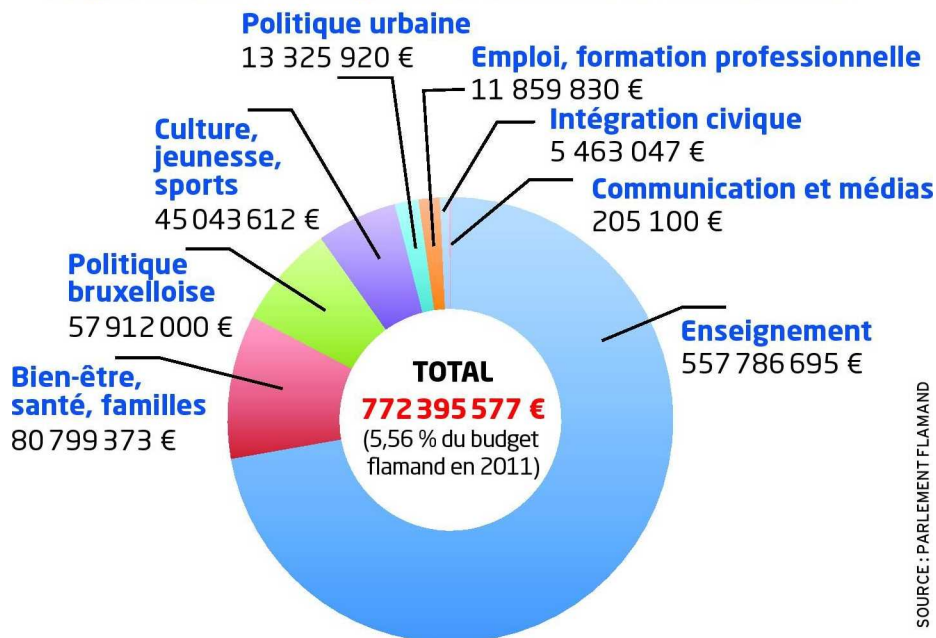
Bart Maddens coche à l'agenda un premier moment de vérité. 2019, prochain rendez-vous électoral à l'échelle fédérale et régionale: « Tôt ou tard, il faudra trancher la situation hybride créée à Bruxelles par la sixième réforme de l'Etat. » Synonyme de montée en puissance de la Région bruxelloise, la dernière mue institutionnelle couperait un peu plus le lien entre la Flandre et sa capitale en livrant Bruxelles et ses Flamands à la Fédération Wallonie-Bruxelles. Tout ça pour 800 millions d'euros flamands? • P. Hx

Ce que la Flandre investit à Bruxelles



Le soutien flamand, vu par un N-VA: « Comme si un coureur cycliste remporte une classique et cherche à cacher le logo de son sponsor sur son maillot »

Répartition des dépenses flamandes à Bruxelles



Les ratés d'une success-story

Ecoles surpeuplées et de qualité jugée médiocre, crèches trop francisées, l'inburgering obligatoire toujours en rade : le modèle flamand patine à Bruxelles. Mise sous pression, la Flandre s'irrite d'un immobilisme francophone.

La saison est au ravalement de façades et au changement d'enseignes à Bruxelles. Francophones et Flamands sont au coude-à-coude. Cette fois, le camp francophone a dégainé le premier. La Cocof, la Commission communautaire française, vient de s'offrir un visuel tout neuf: un tandem de mots « francophones » et « Bruxelles », coloré en rouge-bleu-jaune. Une façon de confirmer sans agressivité que Région bruxelloise et Fédération Wallonie-Bruxelles font et feront plus que jamais front.

La Flandre se prépare aussi à faire peau neuve dans sa capitale. Au placard, le « N » vert-blanc-bleu qui orne depuis 1995 les entrées des écoles néerlandophones de Bruxelles. Place à un futur logo pour relooker le dynamisme de la présence flamande.

Guerre de labels, course à la visibilité.

A chacun sa recette. La Flandre cultive jalousement la sienne: la qualité comme marque de fabrique. Qui fait le succès du modèle flamand à Bruxelles. Et qui permet au néerlandais de jouer à présent dans la cour des grands. Certes à distance toujours respectable du français et de l'anglais, alors que l'arabe pointe aussi le bout du nez. Mais il y a bel et bien retour dans le parcours: « Le néerlandais se maintient et gagne même un peu de terrain comme langue utilisée à la maison », relevait le dernier baromètre linguistique en Région bruxelloise. En 2011, 23 % des Bruxellois déclaraient pratiquer correctement ou parfaitement le néerlandais. « Son usage dépasse nettement le cadre strict des Bruxellois flamands, dont le nombre est estimé entre 5 et 7 % de la population », confirme Rudi Janssens, sociologue à la VUB et cheville ouvrière de cette étude.

C'est le langage que Sven Gatz aime entendre. En vrai Bruxellois, le ministre a l'habitude de tendre l'oreille lorsqu'il emprunte le tram. Et ce qu'il capte auprès des jeunes Bruxellois qui mélangent allègrement français, arabe et néerlandais, a de quoi le ravir: « Le néerlandais devient de plus en plus normal à parler pour ces jeunes. Ce n'était pas encore le cas il y a quinze ans. » Dans ce Bruxelles multilingue, le néerlandais se sent pousser des ailes: « Jamais autant d'enfants n'ont suivi l'enseignement néerlandais à Bruxelles,

jamais autant d'adultes ne veulent suivre des cours de langue. »

Mais le conte de fées vire au mauvais feuilleton. Début avril, le label de qualité s'est pris une gifle. Infligée par l'inspection scolaire de Flandre : les écoles flamandes de Bruxelles sont taxées de cancrès de toute la classe néerlandophone, et seule une minorité d'entre elles mérite un bon bulletin. Consternation : la Flandre se découvre aussi des « écoles poubelles » et elles se situent surtout à Bruxelles.

Confrontation brutale avec la réalité et les défis bruxellois. Des établissements scolaires flamands surpeuplés, des élèves qui pour la moitié d'entre eux seulement viennent d'un foyer néerlandophone ou mixte. Et des besoins en capacité toujours aussi criants, en dépit des 160 millions d'euros que la Flandre a déjà investis en infrastructures scolaires bruxelloises. Guy Vanhengel (Open VLD), ministre en charge du dossier,

ne connaît que trop bien la spirale infernale : « Depuis mes débuts de ministre en 2000, l'enseignement néerlandophone à Bruxelles a enregistré 25 % d'élèves en plus, jusque 30 % dans le primaire. Ils sont 41 575 inscrits, en chiffres absolus. C'est beaucoup, c'est énorme. » Et cela n'augure que d'une certitude : « La demande continuera de dépasser l'offre. En sachant que plus de 80 % des enfants qui optent pour l'enseignement néerlandophone viennent d'une famille francophone ou multilingue. »

Des partis flamands à cran, qui se divisent sur la question de normes linguistiques à fixer lors des inscriptions scolaires. Des gestionnaires néerlandophones confrontés à des prévisions alarmistes qui leur donnent migraine et sueurs froides. La Flandre à Bruxelles joue sur la défensive. Victime d'un succès qui dépasse ses forces et ses moyens. Alors que le moindre signe de relâchement ou d'assouplissement de sa part se retourne contre sa politique.

Ainsi les crèches, qui pouvaient s'ouvrir avec une relative facilité sous bannière néerlandophone, se sont retrouvées largement francisées. 3 000 des quelque 7 000 places bruxelloises agréées par Kind & Gezin sont répertoriées de facto francophones. Machine arrière. Les autorités flamandes resserrent les boulons : désormais, ce sera la connaissance du néerlandais obligatoire pour le responsable de toute crèche flamande à Bruxelles, ainsi que pour au moins une infirmière.

Casse-tête et mirage bruxellois. La Flandre cherche de l'aide. « Coopérer, coopérer, coopérer » : le ministre Sven Gatz n'a que ce mot à la bouche. Troquer la posture de conquérant pour la politique de la main tendue : « La division classique entre Bruxellois francophones et flamands est dépassée. La Région bruxelloise a évolué vers une majorité de familles linguistiquement mélangées, dont une grande partie n'est souvent pas née en Belgique. »

Francophones et flamands dans le même bateau bruxellois. Ou la même galère, selon les points de vue. L'évidence tarderait à percoler. Karl Vanlouwe, député N-VA, le déplore : « La plus-value qu'apporte la Flandre à Bruxelles se heurte souvent à un mur d'incompréhension, à une méfiance. Alors que sans cet apport, Bruxelles serait en faillite. Certaines institutions bruxelloises se détournent encore de la Flandre, perçue comme une belle-mère. » Comme « ces communes bruxelloises qui font encore trop peu usage de l'offre financière de la Flandre ». Besoin d'un coup de pouce aux politiques locales, culturelles, sportives ? Le nord du pays se dit disposé à ouvrir son portefeuille. Mais plus d'une commune détournerait encore le regard.

Agacement sur le banc flamand. On y sous-entend que la Communauté française tarderait à prendre en charge sa part du fardeau bruxellois. Au lieu de cela, elle préfère taper sur les nerfs du monde politique flamand. Sa façon de se rebaptiser Fédération Wallonie-Bruxelles a le don d'exaspérer la Flandre. Qui crie à l'appellation illégale et à la concurrence déloyale. Et qui redoute qu'elle ne fasse de l'ombre au pavillon flamand, jusque dans sa capitale.

Karl Vanlouwe situe les priorités : « Bruxelles doit avoir l'ambition d'être une vraie capitale, qui puisse prendre à bras-le-corps les problèmes de criminalité ou de propreté, agir avec plus d'efficacité et de cohérence, insuffler une nouvelle fierté aux Bruxellois. Et ne pas s'arrêter à la vision de troisième région. »

Debout les francophones ? La Flandre les attend aussi de pied ferme sur le terrain de l'inburgering, autre gros chantier en rade. Facultatif en Région bruxelloise, le parcours d'intégration civique flamand séduit néanmoins : 1 218 attestations délivrées en 2013, contre 891 en 2012. « On peut y voir l'effet des conditions plus strictes imposées à l'octroi de la nationalité belge, qui poussent les candidats à décrocher une attestation d'intégration », avance Catherine Xhardez, spécialiste de l'inburgering à l'Université Saint-Louis. Mais le nord du pays presse de passer à la vitesse supérieure. D'imposer à Bruxelles, comme en Flandre, l'inburgering et son volet

d'apprentissage du néerlandais (ou du français). Les francophones ont fini par se rallier au principe, sans encore aller plus loin que lever le tabou. « Avec dix ans de retard », grince Karl Vanlouwe.

Irritation, impatience. La Flandre veut pouvoir dompter Bruxelles, cette importante porte d'accès vers son territoire. Le temps presse. D'ici 2060, on prédit à la Région bruxelloise 1 480 000 habitants, soit un quart de plus qu'aujourd'hui. C'est panique au village flamand. Ce n'est plus la francisation mais l'internationalisation qui menace le caractère flamand et hypothèque l'avenir du néerlandais. Bien au-delà de la périphérie bruxelloise.

Un impératif : désamorcer en douceur cette bombe démographique à retardement. Le ministre Sven Gatz joue au démineur, à l'intention de ceux qui en Flandre préconiseraient la stratégie du repli et du confinement : « Penser que la tache d'huile bruxelloise peut être maîtrisée en édifiant une digue élevée serait se bercer d'illusions. On ne peut maîtriser cette tache d'huile qu'en tarissant sa source. Ce qui signifie continuer à investir dans les Bruxellois. » Bon gré, mal gré. ● P. Hx